

## LE PROFESSEUR PIERRE CHAULET TIRE SA RÉVÉRENCE

## Un pan de la médecine algérienne disparaît

**C'est une personnalité hors du commun qui a tiré sa révérence hier. Le professeur Pierre Chaulet, une figure emblématique de la Révolution et un pionnier dans la gestion du système de santé, est décédé à l'âge de 82 ans après avoir consacré sa vie à l'Algérie.**

**F.-Zohra B. - Alger ( Le Soir )** - Nul doute que Pierre Chaulet, qui est né à Alger en 1930, a fortement marqué l'esprit de ses compagnons de route ou de ceux dont il a croisé le chemin au cours de ses longues années de dévouement à l'Algérie en général et au milieu médical en particulier.

Médecin résistant de la première heure, à côté de ses compagnons du FLN, cet amoureux de l'Algérie s'est engagé dans la guerre de Libération nationale.

Parmi les missions dont il s'est occupé, la concrétisation d'opérations secrètes avec les militants du Front de libération nationale dirigées par Abane Ramdane.

Dérangeant ainsi par sa détermination et par son dévouement à la cause algérienne, il a été expulsé en France. Cela n'a cependant pas entamé sa détermination puisqu'il reprendra ses activités avec le FLN mais à partir de la Tunisie où il a vécu avec sa compagne Claudine. En plus de ses activités de

médecin, il s'est orienté vers le journalisme en participant à la publication du FLN. C'est, par ailleurs, en 1961 qu'il a participé à la création de l'agence de presse algérienne en Tunisie.

A partir de l'Indépendance, Pierre Chaulet s'investira pleinement dans la concrétisation des projets qu'il ambitionnait de voir réalisés en Algérie. Il a pu tout au long des cinquante dernières années prouver que son dévouement et son amour pour l'Algérie n'avaient d'égale que son engagement humaniste.

Ainsi, il a été professeur de médecine de 1967 à 1994 mais aussi chargé de mission pour la santé auprès du chef du gouvernement entre 1992 et 1994. Il s'est engagé aussi en tant que vice-président de l'Observatoire national des droits de l'homme jusqu'en 1996. Pierre Chaulet est, par ailleurs, expert de l'Organisation mondiale de la santé et de la tuberculose depuis 1981 et consul-



Pierre Chaulet.

Photos : DR.

tant en santé publique auprès du Conseil national économique et social depuis 2006. C'est au cours de cette année qu'il a achevé de réaliser ses mémoires en co-écri-

vant l'ouvrage *Le choix de l'Algérie : Deux voix, une mémoire*, avec Claudine qui a été professeur de sociologie à l'Université d'Alger.

F.-Z. B.

## Il sera enterré mardi

La dépouille de Pierre Chaulet devrait arriver lundi à Alger en provenance de Marseille.

Il sera enterré le lendemain, mardi, au cimetière chrétien d'El-Madania. Avant sa mort, Pierre Chaulet avait demandé que sa dépouille repose aux côtés de la tombe d'Henri Maillot, un autre patriote algérien.

R. N.

## SOMMET DES «5+5» À MALTE

## La Méditerranée, après les révolutions arabes

**Les chefs d'Etat et de gouvernement du dialogue des pays de la Méditerranée occidentale sont depuis hier vendredi à Malte pour un sommet, le second du genre, après celui de 2003. Ce sommet des «5+5» postulera à redéfinir le dialogue et la coopération euro-méditerranéens à la lumière des changements intervenus dans la rive sud de la Méditerranée.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - L'Algérie est représentée à ce sommet par le ministre Abdelmalek Sellal, désigné par le chef de l'Etat, qui ne voyage plus à l'étranger depuis plusieurs mois, pour y conduire la délégation algérienne. Le contexte géopolitique, considérablement transformé, après la survenue des révolutions arabes, incite en effet à repenser les mécanismes de coopération entre les pays de la rive nord et sud de la Méditerranée mais aussi entre les 5 pays du Sud entre eux. «Les événements dans le nord de l'Afrique sont historiques et ont des conséquences sur tous les pays», a affirmé le Premier ministre maltais, Lawrence Gonzi, à l'ouverture du sommet. La coopération sécuritaire, par exemple, devra nécessairement intégrer les nouvelles données, apparues dans le sillage des révolutions arabes. La crise malienne et ses répercussions sur la sécurité régionale (implantation terroriste au Sahel et exode de populations) ne pourront que s'inviter au sommet, même la vocation de ce dernier reste un forum de discussions informelles. D'autant que l'autre cadre proposé pour une telle concertation, à savoir l'UPM, le projet qui était si cher à Nicolas Sarkozy, est mort de sa belle mort.

François Hollande, présent au sommet, n'entend pas relancer une UPM délitée. Le défi qui se présente devant le sommet de Malte est de parvenir à aller au-delà de l'expression d'intention, notamment dans le domaine de la coopération économique. Surtout que se pose toujours le problème de l'intégration économique régionale, pour les pays du Maghreb notamment. Une intégration que les animosités inter-Etats maghrébins, nées dans le sillage des révoltes populaires qui ont secoué notamment Tunis et Tripoli, rendent davantage difficile. La déclaration de Malte devra préconiser plus de régularité dans la réunion des ministres de l'Economie des pays du «5+5» et la création d'un comité de suivi des projets. Cela étant, le sommet de Malte, dont les travaux s'achèvent aujourd'hui, fera également le point sur de nouveaux domaines de coopération comme l'éducation, l'environnement et l'énergie.

Rappelons que le sommet des «5+5» réunit, côté européen, la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et Malte et, côté maghrébin, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Libye et la Mauritanie. Il a été lancé à Rome en 1990.

S. A. I.

## LES RAPPELÉS DU SERVICE NATIONAL L'ONT DÉCIDÉE HIER

## Marche nationale sur Alger le 15 octobre

**Le combat des rappelés du service national durant la période noire du terrorisme islamiste semble aboutir, du moins, en partie. S'il ne doit pas les contenter tous, le projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n°76-106 du 09 décembre 1976 portant code des pensions militaires répond partiellement, il est vrai, aux préoccupations d'une grande partie des près des 123 000 qui constituent leur contingent.**

**M. Kebci - Alger (le Soir)** - Ainsi, ledit projet débattu à l'APN dans le sillage du plan d'action du gouvernement Sellal adopté, par ailleurs, par les députés, accorde, dans le point 8 de son article 05, une pension aux militaires du service national ainsi qu'aux rappelés reconnus inaptes pour infirmités ou maladies imputables au service ou aggravées par le fait du service. Une pension effective à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011 et calculée par référence à la solde des militaires de carrière et contractuels du même grade selon les conditions fixées par la même ordonnance, qui bénéficiera aussi aux ayants cause des militaires du service national et des rappelés décédés en activité.

Cette même disposition profitera également aux ayants cause des militaires et des civils assimilés décédés en activité, sans condition de service, de même qu'aux ayants cause des militaires et des civils assimilés décédés antérieurement à la date de promulgation de la présente loi. Autant de modifications apportées à ladite ordonnance qui sont à même de combler le vide juridique et remédier à la situation de précarité sociale dans laquelle se trouvent certaines catégories de personnels qui n'ont pas été sans susciter la satisfaction, quoique mesurée, des concernés.

D'abord, les rappelés du service national entre 1995 et 1999 pour les besoins de la lutte contre le terrorisme, qui, ces dernières années, mènent une contestation à l'effet de réclamer ce qu'ils considèrent leurs droits. Dernier épisode en date de leur grogne, leur sit-in national avorté, mardi dernier, prévu devant l'APN.

Ali Babaci, chargé de la communication au sein de la Coordination nationale de ces rappelés, interpellé, hier, au sujet de ce projet, reconnaît ne pas en



Les rappelés ne lâchent pas prise.

Photos : DR.

avoir encore pris connaissance. Il dira avoir été contacté par l'Organisation nationale des retraités de l'ANP pour une entrevue prévue pour demain. Mais avant même qu'elle ne s'imprègne du texte, la Coordination nationale des rappelés du service national a décidé d'une marche nationale sur Alger qui s'ébranlera à partir de Tizi-Ouzou.

«La décision a été prise hier vendredi lors d'un conclave des délégués tenu à Tizi-Ouzou et la manifestation aura lieu le 15 du mois en cours», dira Babaci pour qui les délégués de la corporation regrettent le fait qu'ils n'aient pas été contactés par une quelconque autorité à l'effet, dira-t-il, de «nous associer à ce texte ou tout au moins nous informer de la teneur».

Notre interlocuteur, dira vu le blackout qui caractérise ce projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n°76-106 du 09 décembre 1976 portant code des pensions militaires, «Nous sommes toujours au point zéro et nous considérons nos revendications non prises en charge comme nous le souhaitons». Parmi ces revendications, la reconnaissance par l'Etat de leur sacrifice pour la sauvegarde de la République, des pensions, une prise en charge sur le plan médical du fait que, selon Babaci, bien des rappelés, au nombre de plus de 123 000 à l'échelle nationale, traînent des blessures, voire des séquelles

morales et psychiques, eux qui ont enduré l'horreur dans toute sa funeste expression, la réinsertion dans le monde professionnel quand on sait que, tiendra-t-il à préciser, «beaucoup ont perdu leur emploi une fois revenus des maquis».

Concernant les retraités aussi bien civils que militaires de l'ANP, le ton est à la satisfaction vu que leurs revendications ont été majoritairement prises en compte par les modifications apportées à l'ordonnance n°76-106 du 09 décembre 1976 portant code des pensions militaires. Des militaires retraités, approchés à ce sujet, n'ont pas manqué d'exprimer leur satisfaction, eux qui se disent convaincus que leur tutelle ne pouvait rester de marbre face à leur cri de détresse.

Cela dit, nos interlocuteurs disent souhaiter que les pensions des militaires et autres personnels civils assimilés à la retraite soient alignées sur celles de leurs collègues encore en activité, avec en sus, une évolution automatique au gré des revalorisations concédées à ces derniers. Manière pour eux de se montrer quelque peu réservés quant à l'article 45 bis ajouté à ladite ordonnance et qui stipule que «les pensions militaires de retraite peuvent être revalorisées par arrêté du ministère de la Défense nationale».

M. K.